



Transdev IDF

Mercredi 13 mars 2024

Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires

152 milliards d'euros : voilà les bénéfices net qu'ont cumulés les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour.

Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettront leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !

De l'argent il y en a !

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ». Les parents d'élèves, qui ne s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des enseignants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce

gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

Une seule solution : la mobilisation !

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Élior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains employés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

Cette journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réductions budgétaires. Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !

Sans patrie ni frontières ! Unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse »

Meeting samedi 23 Mars à 17h

Théâtre Le République, 1 Bd Saint-Martin, Paris, Métro République

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web nouveaupartianticapitaliste.fr

Imp.Spé.NPA

Challenge validation

Dans plusieurs dépôts, les conducteurs sont invités par la direction à "concourir" pour qu'il y ait davantage de validations des usagers. Alors qu'on court déjà après le chrono dans des services usants, il faudrait en plus qu'on fasse le contrôle à l'entrée et qu'on s'affronte entre nous pour savoir qui rapporte le plus de sous à la boîte, le tout pour quelques carottes ! Et si on allait contrôler où va l'argent de Transdev et prendre tous ensemble ce dont on a besoin ?

Le piège du TI

À Villepinte et Tremblay, la direction souhaite mettre en place le TI, c'est le "temps indemnisé", en fait c'est surtout du temps moins indemnisé. C'est une manière de nous sucrer du salaire en diminuant la rémunération des temps de pause qui dépassent 30 minutes. Aujourd'hui c'est 30 minutes, dans d'autres dépôts c'est déjà 15 ! Si on les laisse faire, c'est la porte ouverte à une casse de nos salaires !

Les transports en commun, bientôt juste pour les riches ?

Avec les bas salaires et l'inflation, bien des travailleurs ont du mal à joindre les deux bouts : tout augmente, y compris les titres de transports. La majorité des trajets s'effectuent entre le domicile et le travail : ce devrait être aux patrons de payer pour les transports !

L'inculte

À propos d'une éventuelle grève pendant les Jeux olympiques, le ministre des Transports, Patrice Vergriete, a déclaré : « Je ne crois pas un seul instant que les ouvriers, que les salariés, que les syndicats mettront en péril l'image de la France ou l'image de leur entreprise aux yeux du monde entier. Ce n'est pas du tout dans la culture ouvrière, on est attaché à l'image de son entreprise et de son pays quand on est un ouvrier ou un syndicaliste. » Le ministre se trompe. JO ou pas, la culture ouvrière, c'est la lutte collective, comme lors des grandes grèves de juin 1936 ou de mai 1968. N'en déplaise à l'image de la France et des entreprises !

JO Paris-2024 : l'exécutif lâche du lest pour tous les agents publics impliqués

Jeux olympiques et paralympiques de Paris, a assuré le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini, deux jours après des appels à la grève pendant les Jeux lancés par la CGT et FO. Il a parlé, selon les cas et pour tous les agents qui seront sur terrain, de primes de 5 00, 1 000 et 1 500 euros ainsi que 10 000 chèques-emplois service universels versés aux fonctionnaires mobilisés pendant les JO, à hauteur de 200 euros par enfant en règle

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web nouveaupartiantcapitaliste.fr

générale et 350 euros par enfant pour les familles monoparentales. On est encore loin de la prime exceptionnelle de 1 900 euros accordée à tous les gendarmes et policiers. Mais la crainte des grèves a déjà fait reculer le gouvernement et c'est dans cette voie qu'il faut poursuivre pour obtenir satisfaction.

8 mars : pas d'émancipation des femmes sans renverser le capitalisme

Nous étions nombreuses et nombreux dans la rue vendredi dernier à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. L'occasion, entre autres, de dénoncer l'hypocrisie du gouvernement, qui vient d'inscrire le droit à l'avortement dans la constitution tout en détruisant l'hôpital public et en fermant des centres IVG. Récemment, Macron s'était dit favorable à un "réarmement démographique", reprenant ainsi la rhétorique nataliste de l'extrême-droite. Mais à trop tirer sur la corde, la colère populaire pourrait bien exploser !

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°11 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.

Contre l'Europe forteresse, à bas les frontières : meeting du NPA samedi 23/03 !

Le samedi 23 mars, à l'initiative de l'organisation révolutionnaire italienne Lotta Comunista et du NPA et son journal « Révolutionnaires », aura lieu un meeting internationaliste sous le signe de l'unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse ». Nous y dénoncerons la politique raciste des principales puissances européennes et de l'UE et lui opposerons une Europe des travailleurs et des travailleuses, sans patries ni frontières !

